

E T U D E S
et **T** E C H N I Q U E S
du **B** A T I M E N T



REAMENAGEMENT INTERIEUR DE LA SALLE DES FETES « PAUL LAMM »

57 300 HAGONDANGE

LOT 01

ECHAFAUDAGE / PROTECTIONS

Maître d'Ouvrage :

VILLE D'HAGONDANGE
Place Jean Burger
57 300 HAGONDANGE

Architectes :

TANDEM
14 bis rue principale
57 645 MONTOY FLANVILLE

A.E.E.
9 rue Victor Hugo
57 240 NILVANGE

E.U.R.L. au capital de 7 000 €

LOT 01 :

ECHAFAUDAGE / PROTECTIONS

OBJET DU MARCHE – REGLEMENTATIONS

01 PRESENTATION GENERALE DU PROJET

01 1 OBJET DU MARCHE

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet la définition des travaux du **Lot ECHAFAUDAGE / PROTECTIONS relatif au réaménagement intérieur de la salle « Paul LAMM » dans la commune de HAGONDANGE**, ainsi que tous les travaux annexes et accessoires, dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

01 2 PRESENTATION ET ARTICULATION DU DOCUMENT

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

- 01 – Présentation générale du projet
- 02 – Clauses et prescriptions générales
- 03 – Prescriptions techniques particulières
- 04 – Descriptif des travaux

Les clauses et prescriptions énoncées en 01, 02 et 03 ont un caractère général, et elles demeurent implicitement applicables dans le cas de variantes ou d'ouvrages modifiés le cas échéant.

Les différents chapitres ci-dessus ont un caractère complémentaire et ne pourront en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, être opposées entre eux.

02 CLAUSES ET PRESENTATIONS GENERALES

02 1 NORMES ET REGLEMENTS

Tous les cahiers des charges D.T.U. publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.) sont applicables. Les nouveaux le seront au fur et à mesure de leur publication.

02 1 1 Généralités

Les ouvrages sont étudiés, calculés et réalisés conformément aux textes, arrêtés, réglementations, normes et DTU en vigueur à la date du permis de construire et concernant la ou les matières.

Si en cours de travaux, de nouveaux documents entraînent en vigueur, l'entrepreneur devra en avertir la Maîtrise d'œuvre.

Toutes les normes françaises intéressant directement ou indirectement le bâtiment sont applicables.

02 1 2 Règles diverses

L'adjudicataire du présent lot devra effectuer les démarches nécessaires pour les travaux électriques définis dans son lot, cela conformément aux règlements et à la législation en vigueur.

L'adjudicataire du présent lot devra respecter les recommandations de la Commission de Sécurité, du Bureau de Contrôle et du Service de Recherche des infractions aux règlements sanitaires locaux.

En tout état de cause, ne sont pas considérées comme travaux supplémentaires, les modifications imposées par ces organismes, notamment en cas de renforcement de sections, sujétions de mise en œuvre, application des règlements de sécurité et des normes indiquées ci-dessus.

Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur adjudicataire remettra un dossier de plans et de notes de calculs correspondants aux installations projetées pour approbation du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et services intéressés (Bureau de Contrôle, service de recherches des infractions...).

02 2 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Lorsqu'il existe un cahier des charges générales de l'opération, établi par le Maître d'œuvre, l'Entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance, et de s'y conformer scrupuleusement.

Le cahier des clauses administratives générales est applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet d'un marché public.

02 3 CONDITION D'APPLICATION

Les ouvrages traditionnels seront exécutés conformément aux cahiers des charges établis par le groupe de coordination des textes techniques (D.T.U.). Ils respecteront les fascicules du cahier des clauses spéciales applicables aux marchés du bâtiment.

Les fabrications bénéficiant d'une marque de conformité aux normes françaises seront utilisées en priorité.

En l'absence de D.T.U., il sera obligatoirement fait référence aux normes françaises existantes.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises.

- les prescriptions du C.S.T.B.
- les recommandations et garantie du fabricant.

Le cas échéant, l'adjudicataire devra souscrire, en sus de son assurance individuelle de bas, un engagement de responsabilité décennale.

En plus, seront respectés :

- a) la réglementation en vigueur relative à la protection des bâtiments contre l'incendie
- b) les prescriptions relatives à l'isolation acoustique
- c) le règlement sanitaire départemental
- d) les règlements relatifs à la sécurité des travailleurs.

02 4 CARACTERES DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

Il est spécifié que les dispositions du présent C.C.T.P. n'ont pas de caractère limitatif.

L'entrepreneur devra étudier et vérifier sous sa propre responsabilité les opérations mentionnées au présent C.C.T.P. et aux plans.

Il est bien spécifié qu'il suffit qu'un travail soit précisé ou décrit dans l'une des phases énumérées au marché pour que l'entrepreneur en doive l'exécution sans restriction ni réserve.

L'entrepreneur devra prévoir les prestations annexes ou complémentaires ne figurant ni aux plans ni aux devis descriptifs, mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conforme aux normes françaises et D.T.U. en vigueur.

En conséquence, il ne pourra en aucun cas arguer des imprévus ou interprétations des plans ou du C.C.T.P. pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et sujétions qu'ils comporteront ou pour justifier une demande de supplément de prix.

Les produits, dont la désignation est indiquée dans le C.C.T.P. suivie des mots « ou équivalent », impliquent pour leur emploi un accord préalable du Maître d'œuvre.

OBLIGATIONS ET VERIFICATION DES QUANTITES (figurant dans la décomposition du prix forfaitaire).

Il est rappelé que les quantités établies par l'équipe d'ingénierie n'engagent pas sa responsabilité vis-à-vis des entreprises (ou envers le Maître d'Ouvrage), et ne sont données qu'à titre indicatif. Si l'entreprise considère ces quantités comme base de l'établissement de ces prix, elle engage sa responsabilité. Aucun supplément de prix ne pourra être accordé ultérieurement, du fait que les renseignements dont l'entrepreneur s'est entouré étaient inexacts ou incomplets.

Les quantités calculées par l'entreprise dans la décomposition du prix globale et forfaitaire sont établies sous son entière responsabilité. Aucun supplément de prix ne pourra être accordé ultérieurement du fait que les renseignements dont l'entrepreneur s'était entouré étaient inexacts ou incomplets.

02 5 **LIMITE DE PRESTATIONS**

Les prestations du présent lot devront comprendre au minimum :

- le montage aux étages inférieurs et supérieurs de matériaux et de la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux du présent lot
- la fourniture et pose des ouvrages tels que définis au descriptif des travaux
- prototypes et échantillons à la demande des Maîtres d'œuvre
- les essais physiques et mécaniques des ouvrages
- la protection des ouvrages, prendre toutes dispositions et précautions pour assurer la protection des ouvrages finis et existants
- les frais d'énergie pour les besoins du chantier
- le chargement et l'évacuation à la déchetterie des gravois provenant des travaux du présent lot et balayage des sols immédiatement après exécution des travaux
- la mise en place des dispositifs de sécurité pour les travailleurs et pour les tiers. Les échafaudages de tous types conformes aux normes et règlements en vigueur nécessaires à la réalisation des ouvrages de ce lot.

Plans :

Sauf indication contraire stipulée dans les prescriptions particulières, l'établissement des plans d'exécution et détails des ouvrages font partis des prestations du présent lot.

02 6 **COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES**

L'entrepreneur du présent lot devra se mettre en rapport avec les autres lots, afin de lui permettre de régler tous les détails de fabrication et de pose

02 7 **ETAT DES LIEUX**

Avant la remise de son offre, le soumissionnaire prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer. Il tiendra compte, dans ses prix, des prestations particulières éventuelles et des sujétions de mises en œuvre propres à ce chantier.

Nota :

Avant réalisation des travaux l'entreprise adjudicataire du présent lot devra procéder aux relevés qui lui seront nécessaires à la réalisation des travaux de son lot.

02 8 **CONTROLES ET ESSAIS**

Les essais à la charge de l'entrepreneur seront exécutés à la diligence du Maître d'œuvre ou de ses conseils et comporteront notamment :

- un contrôle général de l'exécution et du fonctionnement de l'installation
- un contrôle de conformité à la proposition
- un contrôle de la qualité et de la quantité du matériel installé

L'approbation de la qualité du matériel ne relèvera en aucun cas l'entrepreneur de ses obligations contractuelles, sa responsabilité demeurant entière.

Dans le cadre de la police « Dommages – Ouvrages », cette opération fera l'objet d'un contrôle technique suivant les Documents Techniques COPREC. L'entrepreneur est donc tenu de procéder aux essais et vérifications demandés par ces documents.

02 9 PRIX

L'entrepreneur est censé connaître l'intégralité du dossier tous corps d'état au moment de la remise de son offre, il devra impérativement constater sur place, l'état des lieux et se rendre compte de l'incidence sur son lot.

En aucun cas, il ne pourra demander de supplément de prix pour manque d'informations ou méconnaissance des lieux.

Il est demandé aux soumissionnaires, en regard de chaque article dont la quantité est spécifiée, d'indiquer les prix unitaires comprenant la fourniture et la pose.

Il est spécifié qu'il suffit qu'un travail soit précisé ou décrit dans l'une des pièces énumérées au marché pour que l'entrepreneur en doive l'exécution sans restriction ni réserve.

En cas d'incertitude, de divergence, d'erreurs ou d'omissions, l'entrepreneur devra compléter ses renseignements et parfaire à un manque d'indications et omissions éventuelles.

L'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes portées sur les dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans. Il provoquera tous renseignements éventuellement nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi ce soit au projet.

Le devis est à établir en fonction des conditions économiques en vigueur à la date de la soumission.

L'entrepreneur du présent lot est tenu de prendre connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et de s'y conformer scrupuleusement.

Les quantités sont données à titre indicatif, sur la base des plans EXE établis par le Maître d'œuvre et n'ont aucune valeur contractuelle.

02 10 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Le soumissionnaire devra remettre une copie de sa carte de qualification professionnelle valable pour l'année en cours.

Le certificat de qualification fourni par l'P.P.Q.C.B. mentionnera la qualification du corps d'état demandé ainsi que la classification pour l'importance de l'entreprise.

Pour les travaux hors qualification, joindre liste de références.

02 11 ASSURANCE

L'entrepreneur devra annexer au devis ses attestations d'assurances faisant ressortir l'étendue des garanties et la date de validité.

03 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**03 1 DEFINITION DES TRAVAUX**

Echafaudage tubulaire métallique, plateaux et escalier d'accès à tous les niveaux.

03 2 CONSISTANCE DES TRAVAUX – PRINCIPAUX DOCUMENTS APPLICABLES

Décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre II : hygiène et sécurité – chapitre échafaudage).

- La reconnaissance des lieux permettant de déterminer les limites de prestations, sujétions particulières sous l'entière responsabilité de l'entreprise
- Les fournitures, main d'œuvre, matériels et toutes sujétions annexes nécessaires à l'exécution des travaux
- La mise en place des dispositifs de sécurité pour les travailleurs et pour les tiers, conformément aux règles d'hygiène et de sécurité.

03 3 SECURITE DE CHANTIER

Les protections nécessaires destinées à assurer la sécurité du personnel suivant la législation en vigueur, sont à la charge du présent lot et comprises dans son prix.

DESCRIPTION DES PRESTATIONS A REALISER**01 INSTALLATION DE CHANTIER****01 1 PANNEAU DE CHANTIER**

Sans Objet : à la charge du Lot GROS ŒUVRE / DEMOLITION

01 2 SANITAIRE DE CHANTIER

Sans Objet : mise à disposition de sanitaires dans l'emprise des locaux existants

01 3 VESTIAIRES / REFECTOIRE

Sans Objet : à la charge du Lot GROS ŒUVRE / DEMOLITION

01 4 BUREAU DE CHANTIER

Sans Objet : mise à disposition d'un local dans l'emprise des locaux existants

01 5 COFFRETS ELECTRIQUES DE CHANTIER

Sans Objet : à la charge du Lot ELECTRICITE

02 CONSTAT / ETAT DES LIEUX

Réalisation d'un constat / état des lieux par un **huissier** avant le démarrage des travaux relatant l'état existant des locaux et/ou des zones concernées.

Avec convocation des participants (Maître d'Ouvrage, Architecte et entreprises concernées), photos et diffusion du rapport aux différents intervenants.

Désignation des titulaires :

- Maître d'Ouvrage
- Architecte(s)
- Titulaires de tous les autres lots

Localisation :

- Pour l'ensemble des locaux concernés par les travaux (ens. 1)

03 PROTECTIONS PREALABLES DE MOBILIERS

En phase préliminaire, la présente entreprise mettra en place une **protection des ouvrages laissés en place** par film polyane double maintenu sur rubans adhésifs et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre.

L'ensemble devra être laissé jusqu'à la demande de dépose émanant l'Architecte y compris dépose et enlèvement, nettoyage résiduel, balayage des sols, ramassage des gravats, etc.

03 1 RAMPE DE FAUTEUILS PLIANTS**03 1 1 De longueur / nombre de fauteuils : 8.50 ml / u. 16**

Localisation :

- Pour l'emprise des gradins (ens. 16)

04 PROTECTIONS PREALABLES DE SOLS DE TOUTES NATURES

Avant le démarrage des travaux, la présente entreprise devra mettre en place toutes les protections adaptées dans l'emprise de la grande salle.

Cette prestation comprenant notamment :

- le nettoyage par balayage sur la surface totale
- la mise en place de 2 films plastiques armés de 200 microns sur l'ensemble de la surface avec façon d'étanchéité aux jonctions assurée par ruban adhésif spécial
- la pose d'une protection complémentaire sur la surface globale par panneaux bois de 20 mm d'épaisseur env., posés jointivement, avec toutes coupes nécessaires en périphérie et au droit des poteaux rencontrés
- etc.

L'ensemble devra être laissé jusqu'à la demande de dépose émanant l'Architecte y compris dépose et enlèvement, nettoyage de la surface par balayage.

04 1 SUR SOLS EN PIERRES NATURELLES

Localisation :

- Sas d'entrée (24.00 m²), entrée (21.00 m²), hall (230.00 m²), salle des fêtes (700.00 m²)
- Palier intermédiaire entre hall et galerie (15.00 m²)

04 2 SUR MARCHES ET CONTRE-MARCHES EN PIERRES NATURELLES

Localisation :

- Entre entrée et hall (5 x 8.00 ml, soit 40.00 ml)
- Accès étage depuis le hall (26 x 1.60 ml, soit 41.60 ml)

04 3 SUR REVETEMENTS DE SOLS DE TYPE DALFLEX

Localisation :

- Galerie étage (160.00 m²), mezzanine (220.00 m²)

04 4 SUR REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES EN PVC

Localisation :

- Espace gradins (60.00 m²)

04 5 SUR MARCHES ET CONTRE-MARCHES EN SOLS SOUPLES PVC

Localisation :

- Espace gradins (60 x 1.20 ml, soit 72.00 ml)

05 DEPOSE SOIGNEE AVEC REPOSE ULTERIEURE DE MAINS COURANTES EN INOX

Sans Objet : à la charge du Lot MENUISERIE / METALLERIE.

06 ECRANS DE CONFINEMENT DES POUSSIÈRES

Fourniture et mise en place d'écran de confinement réalisé par bâches plastiques type polyane y compris tous moyens adaptés de fixations aux ouvrages contigus et rubans adhésifs. Systèmes de fixation des écrans de confinement de marque SMH série POLYHANGER ou techniquement équivalent.

Caractéristiques :

- assure le maintien du polyane sur le mur (glissé sur la cornière de rive du faux plafond modulaire)
- assure le maintien du polyane au niveau des faux plafonds modulaires (élément encastré sur le porteur de l'ossature métallique, équipé d'un guide, d'une tige et d'un chapeau bloquant l'ensemble)
- simple d'utilisation et réutilisable
- réduit l'utilisation des colles en spray

06 1 **NIVEAU REZ-DE-CHAUSSE**Localisation :

- Dans l'emprise du dégagement RdC2 (12.00 m²)
- Dans l'emprise du dégagement RdC1 (12.00 m²)
- Dans l'emprise du sas cuisine (12.00 m²)
- Au droit de la scène (60.00 m²)

06 2 **NIVEAU ETAGE**Localisation :

- Dans l'emprise du dégagement étage (12.00 m²)
- Dans l'emprise de l'entrée loges (12.00 m²)

06 3 **POUR CAGE D'ESCALIER**Localisation :

- Cage d'escalier entre salle des fêtes et mezzanine, sur les 2 niveaux (12.00 m²)

07 **LOCATION, POSE ET DEPOSE D'UNE STRUCTURE FORMANT PLATE-FORME INTERIEURE**

Fourniture et mise en place d'une plate-forme intérieure réglementaires sur pied avec mise à la disposition pour les autres corps d'état :

- **durée prévisionnelle : 5 mois**
- conformes aux recommandations de sécurité de l'inspection du travail et en accord avec le Maître d'œuvre, y compris élément formant garde-corps en périphérie de la zone
- protection antichute de matériels par pose en périphérie d'une plinthe h=10 cm minimum pour chaque niveau de travail
- manutentions à la main
- prévoir escalier métallique, avec rampe d'escalier, permettant l'accès à la plate-forme de travail
- dépose et repose sur le site après utilisation
- affichage du PV de conformité
- l'entreprise devra s'assurer de minimiser les dégradations en montant et démontant l'échafaudage
- avec plancher bois sur la surface totale de l'ouvrage

07 1 **HAUTEUR DU PLANCHER : +4.00 m par rapport au sol / niveau mezzanine**Localisation :

- Emprise gradins et partiellement mezzanine (190.00 m²)

08 **MOYENS D'INTERVENTION A LA HAUTEUR VOULUE DEPUIS LE SOL (SALLE DES FETES)**

Sans Objet : à la charge des Lots concernés par nacelles, élévateurs, échafaudages roulants, etc.

Moyens à adapter en fonction des doléances et impératifs du Coordinateur de sécurité.